

IMPACT DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE DE L'UEMOA

IMPACT OF PUBLIC SPENDING ON GROWTH IN THE WAEMU.

Auteur 1 : Guillaume Gervais DIATTA..

Auteur 2 : Idrissa Yaya DIANDY..

Guillaume Gervais DIATTA 1 (<https://orcid.org/0009-0006-6923-9484> * PhD,)

1 Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal / Faculté des Sciences économiques et de Gestion, Laboratoire d'Analyse, de Recherche et d'Etude du Développement (LARED), enseignant chercheur vacataire en sciences économiques.

Idrissa Yaya DIANDY 2 (<https://orcid.org/0000-0001-8518-7916> * Professeur agrégé assimilé,)

2 Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal / Faculté des Sciences économiques et de Gestion, Laboratoire d'Analyse, de Recherche et d'Etude du Développement (LARED), enseignant chercheur, en sciences économiques.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : DIATTA .G G & DIANDY .I Y (2026) « IMPACT DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE DE L'UEMOA », African Scientific Journal « Volume 03, Num 38 » pp: 001 – 030.



DOI : 10.5281/zenodo.23435782.

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Cette recherche vise à analyser l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique dans les huit pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) sur la période 1990-2025. La recherche mobilise des données de panel et s'appuie sur un modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM), afin d'identifier les dynamiques de court terme et les relations d'équilibre de long terme entre les dépenses publiques et la croissance économique. Les résultats mettent en évidence des effets différenciés selon l'horizon temporel et la composition des dépenses publiques. À court terme, les dépenses publiques sont globalement associées négativement à la croissance économique. En revanche, à long terme, les dépenses publiques totales et les dépenses d'investissement exercent un effet positif sur la croissance, tandis que les dépenses de consommation produisent un effet négatif. Ces résultats soulignent l'importance de la composition des dépenses publiques dans la détermination de leur efficacité économique et plaident en faveur d'une réorientation des ressources publiques vers les dépenses d'investissement productif dans les pays de l'UEMOA.

Mots-clés : Dépenses publiques ; croissance économique ; investissement public ; dépenses de consommation ; VECM.

Abstract

This study aims to analyze the impact of public spending on economic growth in the eight member countries of the West African Economic and Monetary Union (UEMOA) over the period 1990–2025. The study uses panel data and relies on a vector error correction model (VECM) to identify short-term dynamics and long-term equilibrium relationships between public spending and economic growth. The results highlight differentiated effects depending on the time horizon and the composition of public spending. In the short term, public spending is generally negatively associated with economic growth. In contrast, in the long term, total public spending and investment spending have a positive effect on growth, while consumption spending has a negative effect. These results underscore the importance of the composition of public spending in determining its economic effectiveness and argue in favor of redirecting public resources toward productive investment spending in WAEMU countries.

Keywords: Public spending; economic growth; public investment; consumption spending; VECM

Introduction

La pandémie de COVID-19, apparue à la fin de l'année 2019, a constitué un choc sanitaire sans précédent dont les conséquences se sont rapidement propagées à l'ensemble de l'économie mondiale. Les mesures de confinement, les restrictions de mobilité, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et le ralentissement brutal de la consommation et de l'investissement ont provoqué une contraction simultanée de l'offre et de la demande. Cependant, l'économie mondiale devait enregistrer une contraction de 3 % en 2020, soit un recul plus marqué que celui observé lors de la crise financière mondiale de 2008-2009. La crise a également accentué les déséquilibres macroéconomiques existants, notamment à travers la détérioration des positions budgétaires et l'augmentation rapide de l'endettement public (FMI, 2020).

La réponse des pouvoirs publics à cette crise a, en effet, reposé sur une mobilisation exceptionnelle des instruments budgétaires et monétaires afin de préserver les revenus des ménages, soutenir les entreprises, renforcer les systèmes de santé et limiter l'ampleur de la récession. Les mesures budgétaires annoncées dans le monde atteignaient environ 11 700 milliards de dollars, soit près de 12 % du PIB mondial. Cette intervention massive a toutefois eu pour contrepartie une forte détérioration des finances publiques : la contraction de l'activité a réduit les recettes fiscales tandis que l'augmentation des dépenses publiques a entraîné une progression importante des déficits et de la dette. Le déficit budgétaire mondial devait ainsi augmenter fortement en 2020 et la dette publique mondiale approcher 100 % du PIB (FMI, 2020).

Les dépenses publiques constituent un instrument essentiel de la politique économique, notamment dans les pays en développement où l'État joue un rôle important dans la fourniture des infrastructures, des services sociaux et le soutien à l'activité économique. Toutefois, l'augmentation des dépenses publiques ne garantit pas nécessairement une amélioration de la croissance économique. Leur efficacité dépend notamment de leur composition, de leur productivité et de leur mode de financement. Cette problématique revêt une importance particulière dans les pays de l'UEMOA, confrontés à des contraintes budgétaires et à la nécessité de financer leur développement (FMI, 2000).

La relation entre dépenses publiques et croissance économique constitue ainsi une question ancienne et largement débattue dans la littérature économique. Dans une perspective keynésienne, une augmentation des dépenses publiques peut stimuler la demande globale et contribuer à accroître la production, particulièrement lorsque l'économie dispose de capacités productives inutilisées (Keynes, 1936). À l'inverse, une augmentation excessive ou inefficace des dépenses peut générer

des déséquilibres budgétaires, accroître les besoins d'endettement et réduire les marges de manœuvre de la politique économique (Smith, 1776). Cette opposition entre l'effet de stimulation de la dépense publique et les contraintes liées à son financement conduit à considérer non seulement le niveau des dépenses publiques, mais également leur structure et leur efficacité.

Au-delà des finances publiques, la pandémie a également accentué les déséquilibres extérieurs et financiers qui caractérisaient déjà l'économie mondiale ainsi que dans la zone UEMOA. La contraction des échanges internationaux, les mouvements de capitaux, les fluctuations des taux de change et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont affecté différemment les économies selon leur degré d'intégration aux marchés internationaux. La crise de COVID-19 a provoqué une forte réduction du commerce mondial et des mouvements importants de capitaux et de taux de change, alors que plusieurs économies entraient déjà dans la crise avec des vulnérabilités liées à leurs déficits courants, à leur endettement et à leurs besoins de financement extérieur (FMI, 2020).

Cette dynamique mondiale n'a pas épargné la zone UEMOA. Les économies d'Afrique subsaharienne ont été affectées par plusieurs canaux de transmission, notamment la diminution de la demande extérieure, la perturbation des chaînes de valeur, la baisse des prix de certaines matières premières, le recul des transferts de fonds, la contraction du tourisme et la diminution des investissements. La croissance de l'union pourrait passer de 2,4 % en 2019 à une fourchette comprise entre -2,1 % et -5,1 % en 2020, ce qui aurait constitué la première récession de la région depuis environ vingt-cinq ans. Les pertes de production liées à la pandémie étaient alors estimées entre 37 et 79 milliards de dollars pour l'année 2020 (BM, 2020).

La vulnérabilité des économies de la zone UEMOA face à ce choc s'explique également par les caractéristiques structurelles de leurs systèmes productifs et budgétaires. La prédominance du secteur informel, les faibles marges de manœuvre budgétaires, la dépendance à l'égard des exportations de produits primaires et les insuffisances des systèmes de protection sociale ont limité la capacité de nombreux États à absorber le choc. Dans le même temps, les gouvernements ont dû accroître leurs dépenses consacrées à la santé, à la protection sociale et au soutien des activités économiques.

L'Afrique de l'Ouest a été particulièrement concernée par ces perturbations. La crise sanitaire est intervenue dans un environnement économique marqué par une forte dépendance au commerce extérieur, aux matières premières, aux transferts de migrants et aux financements extérieurs. La Banque mondiale relevait que les économies de l'Union économique et monétaire ouest-africaine

(UEMOA), qui figuraient avant la pandémie parmi les espaces de croissance relativement dynamique du continent, étaient exposées à un ralentissement significatif en raison de la faiblesse de la demande extérieure, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des restrictions affectant la production domestique (BM,2020).

Dès lors, l'analyse de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique apparaît comme une question particulièrement pertinente pour les pays de l'UEMOA. Elle permet de s'interroger sur l'efficacité de l'intervention publique dans un espace économique confronté simultanément à d'importants besoins de développement, à des chocs extérieurs récurrents et à des contraintes budgétaires. Elle conduit également à dépasser une approche exclusivement quantitative de la dépense publique pour s'intéresser à ses différents canaux de transmission et, surtout, à sa capacité à stimuler durablement la production et la productivité.

C'est dans cette perspective que s'inscrit cette étude consacrée à l'impact des dépenses publiques sur la croissance de l'UEMOA. Elle cherche à déterminer dans quelle mesure l'évolution des dépenses publiques contribue à la dynamique de croissance économique des États membres de l'Union et à identifier les mécanismes par lesquels la dépense publique peut influencer cette croissance. La question centrale qui se pose est alors la suivante : **dans quelle mesure les dépenses publiques influencent-elles la croissance économique dans les pays de l'UEMOA ?**

Dans ce contexte, cette recherche a pour objectif d'analyser l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique dans la zone UEMOA, en distinguant notamment les effets des dépenses publiques totales, des dépenses d'investissement et des dépenses de consommation.

Ce travail est structuré en quatre sections : la première section présente la revue de la littérature théorique et empirique consacrée aux relations entre dépenses publiques et croissance économique, la deuxième section expose la méthodologie et les données utilisées. La troisième section présente et discute les résultats économétriques. Enfin, la dernière section conclut l'étude et formule des implications de politique économique.

1. Littérature sur les dépenses publiques

Les études théoriques sur l'efficacité des politiques budgétaires en matière de croissance reposent principalement sur deux approches opposées. La première, d'inspiration keynésienne, souligne l'efficacité de la politique budgétaire dans la stabilisation macroéconomique. La seconde, d'inspiration classique et néoclassique, en critique l'inefficacité, dénonçant les effets pervers potentiels sur l'activité économique.

1.1.Revue de la littérature théorique

1.1.1. La politique budgétaire soutient à la croissance économique :

▪ L'approche keynésienne de la politique budgétaire

Dans la logique keynésienne, l'efficacité de la politique budgétaire repose essentiellement sur l'effet multiplicateur qu'elle produit sur la croissance économique via un certain nombre de canaux. Parmi ces canaux, l'investissement privé et la consommation privée peuvent être considérés comme primordiaux. Dans sa version élémentaire, le multiplicateur budgétaire n'est rien d'autre que l'inverse de la propension marginale à épargner, l'épargne étant considérée dans le modèle keynésien de base comme le résidu de la consommation. Autrement dit, le multiplicateur budgétaire repose essentiellement sur la propension marginale à consommer et est de ce fait d'autant plus grand que cette dernière est élevée. Le mécanisme du multiplicateur suppose qu'une politique budgétaire expansionniste (augmentation des dépenses publiques et/ou baisse des impôts) va se traduire à terme par une augmentation plus que proportionnelle du revenu et de la production. Ainsi donc, selon le modèle keynésien, en situation de sous-emploi, toute politique budgétaire expansionniste se traduirait au final par une augmentation du revenu national qu'elle qu'en soit l'approche utilisée pour sa mise en œuvre (augmentation des dépenses publiques et/ou diminution des impôts) (Keynes,1936).

Dans le prolongement de la pensée keynésienne, le modèle keynésien de base va connaître quelques extensions dans la littérature, extensions qui permettront entre autres de mettre en lumière quelques facteurs susceptibles d'amoindrir l'ampleur des multiplicateurs budgétaires, à l'instar des effets d'éviction (par les taux d'intérêt et par les taux de change), bien que ne remettant pas totalement en cause l'efficacité de la politique budgétaire : Il s'agit en économie fermée du modèle IS-LM proposé par Hicks (1937) et en économie ouverte du modèle IS-LM-BP proposé par (Mundell 1963; et Fleming 1962).

Dans le modèle IS-LM, une politique budgétaire expansionniste se traduit par une augmentation de la demande globale et du revenu via l'effet multiplicateur qu'elle engendre. Toutefois, l'augmentation du revenu qui en résulte va occasionner sur le marché de la monnaie une demande supplémentaire de monnaie à des fins de transaction qui pourrait conduire à une hausse des taux d'intérêt, qui à son tour ferait baisser les investissements privés (effet d'éviction) et par conséquent la demande globale et le revenu national (Mundell 1963; et Fleming 1962). Cet effet d'éviction s'explique principalement par le fait que l'investissement privé est négativement lié au taux d'intérêt et dépend essentiellement du degré de sensibilité de l'investissement privé au taux

d'intérêt (l'effet d'éviction étant d'autant plus grand que l'investissement est sensible au taux d'intérêt) et du degré de sensibilité des taux d'intérêt face à la demande de monnaie par les agents économiques (plus les taux d'intérêt sont sensibles à la demande de la monnaie plus l'effet d'éviction est élevé).

1.1.2. La politique budgétaire, un frein à la croissance économique

- L'approche néoclassique de la politique budgétaire

Dans le modèle keynésien de base, l'efficacité de la politique budgétaire repose principalement sur les multiplicateurs budgétaires, influencés par le comportement des ménages en matière d'épargne et de consommation. Les économistes d'inspiration libérale critiquent cette approche, soulignant l'inefficacité de la politique budgétaire en raison des effets non keynésiens qu'elle peut engendrer sur l'activité économique.

- Effet d'éviction et hypothèse du revenu permanent

L'approche néoclassique, et notamment celle des monétaristes, est devenue dominante à partir des années 60, selon Bernheim (1989), ceci grâce notamment à l'insistance sur la notion d'effet d'éviction. Pour ces derniers les déficits occasionnent des effets d'éviction importants qui freinent les perspectives de croissance et accélèrent l'endettement extérieur. Ainsi, pour Milton Friedman (1970) la politique budgétaire sans une politique monétaire d'accompagnement n'exerce aucun effet significatif sur la croissance économique.

L'une des premières critiques émises à l'encontre des politiques de relance keynésienne est le fruit des économistes néoclassiques qui dénoncent l'incidence négative d'une augmentation du déficit budgétaire sur la croissance économique du fait de l'effet d'éviction qu'elle exerce sur les investissements privés. Toutefois, cet effet d'éviction, décrit comme le découragement des investissements privés à la suite de l'augmentation des taux d'intérêt résultant d'une offre excédentaire de titres publics, avait déjà été mis en évidence par les économistes keynésiens eux-mêmes à travers le modèle IS-LM et dont ils proposent comme solution des politiques monétaires accommodantes dans le cadre du « policy mix ».

Dans la lignée néoclassique, existe un courant d'économistes hyperclassiques qui insistent sur les effets négatifs des politiques de relance budgétaire et préconise des politiques de rigueur dont ils démontrent les bienfaits, à travers, principalement, des études empiriques. Ainsi, en étudiant les contractions budgétaires dans dix pays européens, Giavazzi & Pagano (1990), démontrent que ces politiques de rigueur, baisse des dépenses ou hausse des impôts, ont un effet positif sur la croissance

économique. On retrouve les mêmes résultats dans l'étude d'Alesina & Perotti (1995) et, à un moindre degré, celle de (Thimann & Ferry ,1995).

Quant à l'hypothèse du revenu permanent, en remettant en cause la fonction de consommation keynésienne, elle remet également en cause l'efficacité des politiques budgétaires. l'œuvre de Friedman (1957) qui démontre que le comportement de consommation des ménages ne se fonde pas sur le revenu courant comme c'est le cas dans la fonction de consommation keynésienne, mais plutôt sur le revenu permanent, qui prend en compte non seulement le revenu courant, mais aussi les revenus passés et les revenus futurs anticipés.

- **L'approche classique de la politique budgétaire**
- **Anticipations rationnelles et équivalence ricardienne**

Une autre limite émise à l'encontre des politiques budgétaires émane également du comportement des ménages. En effet, contrairement aux modèles keynésiens qui reposent sur le court terme et supposent que les anticipations des agents économiques sont adaptatives, les modèles développés par certains économistes d'inspiration libérale s'inscrivent dans une logique de long terme et supposent que ces anticipations sont rationnelles. Les partisans de la théorie des anticipations rationnelles à l'instar de Lucas (1972), Sargent (1972) et Sargent & Wallace (1976), montrent que la politique budgétaire est inefficace, à moins qu'elle contienne un élément de surprise. Ainsi, face aux anticipations rationnelles des agents économiques, la politique budgétaire ne sera plus à même d'avoir les effets keynésiens escomptés.

Dans le même ordre d'idées, à travers la théorie de l'équivalence ricardienne, Barro (1974) s'inspirant des travaux de Ricardo (1821), démontre que la politique budgétaire non seulement est incapable de stimuler l'activité économique, mais qu'elle contribue plutôt à une augmentation des déficits budgétaires à long terme. Dans son raisonnement, il suppose que le comportement des agents économiques est lié au mode de financement des dépenses publiques. Ainsi, le surplus de revenu issu d'une politique budgétaire expansionniste financée par emprunt se verrait épargner par les agents économiques plutôt que consommer. Cela serait dû au fait que les ménages anticipent une augmentation d'impôts dans le futur en vue de financer cet emprunt, laissant ainsi la taille des multiplicateurs budgétaires inchangée. Cela suppose que les agents économiques sont conscients de la contrainte budgétaire inter temporelle à laquelle font face les gouvernements. Toutefois, quelques critiques peuvent être formulées à l'encontre de cette approche, à l'instar de l'hypothèse d'altruisme intergénérationnel sur laquelle elle repose.

1.2.Revue de la littérature empirique

Dans la littérature empirique, l'étude de l'efficacité des politiques budgétaires discrétionnaires a connu une expansion significative avant et après la crise économique et financière de 2008, en réponse à l'activisme budgétaire croissant observé dans de nombreux pays à travers le monde. Nous examinerons l'effet non linéaire de la politique budgétaire sur la croissance économique dans l'UEMOA.

1.2.1. Analyse de l'impact de la politique budgétaire sur la dynamique de la croissance économique

Limoa et al., (2024) ont examiné comment la politique budgétaire (fiscalité, dépenses, demande globale, l'emploi, l'inflation, la protection sociale, le développement des infrastructures et les inégalités de revenus) et la viabilité financière (gestion budgétaire prudente et la viabilité) de la dette favorisent une prospérité économique durable dans un contexte d'instabilité mondiale. Les résultats soulignent l'importance de la flexibilité et de l'adaptabilité dans la politique budgétaire, en mettant en avant les stabilisateurs automatiques et les politiques contracycliques pour la stabilisation économique et la croissance durable. De plus il importe d'intégrer la viabilité budgétaire à des objectifs économiques et sociaux plus larges et la nécessité de réformes institutionnelles et de coopération internationale pour améliorer la gouvernance budgétaire.

Les travaux de Soederhuizen et al., (2023) soutiennent également la littérature postulant l'impact du cycle financier sur la politique budgétaire, en général, et à celle liée à la dépendance des multiplicateurs budgétaires des différents états du cycle financier, en particulier. Selon eux, les multiplicateurs de l'investissement public seraient fortement influencés par l'état du cycle financier. Ils apparaîtraient négatifs dans les phases d'expansion, alors qu'en période de ralentissement, ils sont positifs. En d'autres termes, l'investissement public devient nettement plus efficace dans la phase de repli du cycle financier comparé à sa phase d'expansion.

Fakhre Alam et al, (2022) ont utilisé la modélisation de la Co intégration et de la correction d'erreurs ARDL (auto-regressive distributed lag) pour étudier l'impact à long terme de l'investissement, des exportations, des importations et de trois composantes des dépenses gouvernementales (dépenses de santé, d'éducation et autres dépenses gouvernementales) sur la croissance du PIB en Arabie saoudite de 1985 à 2018. Ils ont observé la relation positive à long terme entre le PIB, l'investissement, les exportations et les dépenses publiques d'éducation, mais une relation négative entre le PIB, les importations, les dépenses publiques de santé et les autres dépenses publiques.

Shkodra, Jehona (2022), ont examiné l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique dans le contexte des pays de l'Europe du Sud-Est (ESE). La méthode d'analyse utilisée est le modèle de régression entre les variables. Le résultat montre que le coefficient bêta des salaires et traitements, des transferts sociaux, des subventions et des interventions en capital sont positifs, ce qui signifie que plus l'investissement dans les salaires et traitements et les transferts sociaux sont élevés plus la croissance économique sera élevée. Leur étude soutient l'effet négatif des dépenses publiques sur la croissance économique.

Pour leur part, Msatfa & Meskini (2021), ont analysé l'impact du financement des déficits budgétaires par l'endettement extérieur sur la croissance économique au Maroc pour la période entre 1980 et 2019 au Maroc en utilisant le modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag model). D'après leurs résultats, ils constatent que l'endettement externe a un effet négatif sur la croissance économique du Maroc sur le court et le long terme, même si la part de cette dette par rapport au PIB reste aussi faible par rapport à d'autres pays en voie de développement. Mais une forte mobilisation doit être faite pour chercher d'autres sources de financement du déficit budgétaire et minimiser la dépendance du Maroc à la dette externe, puisqu'un excès de cette dernière mènera à un détournement de fonds vers la dette au détriment des investissements et de la consommation ce qui est susceptible de biaiser la croissance économique.

Kadima (2020), qui a vérifié le sens de la causalité entre les dépenses publiques et la croissance économique au République Démocratique du Congo. Les résultats obtenus suggèrent que les élasticités aussi bien des dépenses publiques désagrégées (dépenses courantes et en capital) que des dépenses publiques globales par rapport au PIB réel sont largement supérieures à l'unité. Ce qui permet de valider la loi de Wagner en RDC, puisque les dépenses de l'Etat réagissent d'une manière plus que proportionnelle à une variation du PIB tant à court qu'à long terme.

Mupu (2020), utilise le modèle autorégressif à retards échelonnés pour analyser les effets temporels de la politique fiscale et de la gouvernance sur les performances macroéconomiques dans l'économie Congolaise, et conclut que la politique fiscale a une incidence négative statistiquement non significative sur les performances macroéconomiques, alors que la gouvernance exerce un effet significatif et positive sur les performances macroéconomiques.

2. Méthodologie et estimation

Afin de répondre à la question de l'impact des dépenses publiques sur la croissance, notre recherche s'inspire du modèle théorique de Barro (1990). L'estimation par le modèle VECM¹ sera utilisée pour atteindre nos objectifs de recherche. Cette section se consacre à présenter dans une première section la méthodologie adoptée à travers l'exposé du modèle théorique et la spécification d'un modèle empirique économétriquement estimable. La deuxième section se consacre à la présentation et l'interprétation des résultats aboutissant à des implications de politiques économiques pour les économies de l'UEMOA.

2.1. Modèle théorique

Le modèle de Solow (1956), également connu sous le nom de modèle de croissance néoclassique de Solow-Swan, est l'un des modèles fondamentaux en économie pour comprendre la croissance économique à long terme. Ce modèle suppose une économie fermée avec une consommation de type keynésien et un secteur des entreprises qui produit un bien unique homogène (destiné à la consommation ou à l'investissement). La production est réalisée dans un contexte de concurrence pure et parfaite. Le modèle de Solow repose sur l'hypothèse de la flexibilité des facteurs de production. Cependant, il ne tient pas compte des aspects liés aux choix fiscaux du gouvernement. La fonction de production représente la relation entre le produit intérieur brut (PIB) et les seuls facteurs de production retenus (le capital et le travail).

Le modèle utilise une fonction de production agrégée de type Cobb-Douglas, généralement exprimée comme suit :

$$Y_t = f(K_t, L_t) \quad (1)$$

$$Y = A \times (K)^\alpha \times (L)^{1-\alpha} \quad (2)$$

Avec :

- Y : le produit intérieur brut (PIB)
- A : le niveau de technologie ou la productivité totale des facteurs (PTF).
- K : le capital.
- L : le travail
- α : la part du capital dans la production, comprise entre 0 et 1

¹ Modèle VECM : Il est dérivé du modèle VAR en réécrivant le modèle en termes de différences premières et en introduisant la notion de co-intégration pour capturer les relations de long terme entre les variables.

Pour Solow, un taux de croissance élevé contribue à appauvrir le pays tandis qu'un taux d'épargne élevé à l'enrichir.

- Le progrès technologique est souvent considéré comme exogène et croît à un taux constant g .
- Le modèle de Solow prédit qu'à long terme, l'économie atteindra un état stationnaire où le capital par travailleur (k) et le produit par travailleur (y) restent constants. C'est-à-dire qu'en état stationnaire, l'accumulation de capital net est nulle :

$$s * f(k) = (\delta + n + g) * k \quad (3)$$

Avec $f(k)$: la production par travailleur en fonction du capital par travailleur.

- Solow intègre le progrès technique, neutre au sens de Harrod, dans sa fonction de production qu'il considère exogène² au même titre que l'épargne et la croissance démographique. Ainsi sa fonction de production devient :

$$Y_t = (K_t)^\alpha \times (A_t L_t)^{1-\alpha} \quad (4)$$

Avec :

- A : progrès technique
- α et $1-\alpha$: représentent respectivement les effets marginaux de production par rapport au capital physique et au travail.

Le modèle de Solow (1956) met en évidence l'importance de l'accumulation de capital, du progrès technologique et de la croissance démographique, tout en soulignant que l'innovation technologique est essentielle pour une croissance économique soutenue. Le modèle a également servi de base pour de nombreux développements ultérieurs en théorie de la croissance économique. De ce fait, le modèle de Barro (1990), inspiré par le modèle de Solow (1956), s'intéresse principalement à la croissance économique à long terme et aux déterminants de cette croissance. Contrairement au modèle de Solow (1956) qui ne tient pas compte des aspects liés aux choix fiscaux du gouvernement, le modèle de Barro (1990) met l'accent sur la façon dont les décisions de politique fiscale, telles que les taux d'imposition et les dépenses publiques, influencent la croissance économique à long terme. Ce qui de lui un cadre théorique important pour analyser les interactions entre dépenses publiques et croissance à long terme. Les expressions empiriques du modèle de Barro (1990) sont généralement basées sur des données macroéconomiques et peuvent varier en fonction des spécifications du modèle et des données disponibles.

² Selon Solow, le progrès est exogène au modèle, c'est-à-dire qu'il ne l'explique pas et le considère comme donné.

Une spécification typique pourrait être une fonction de production de type Cobb-Douglas :

$$Y = f(K, H, L) \quad (5)$$

$$\text{Ou } Y = A \times K^\alpha \times (HL)^{1-\alpha} \quad (6)$$

Avec H : le stock de capital humain.

Une extension du modèle de Barro (1990) inclut à la fois le capital physique (K), le capital humain (H), et les dépenses publiques productives (G) dans la fonction de production. C'est le modèle qui nous semble le mieux approprié pour rendre compte des effets des dépenses publiques dans le cadre d'une économie extravertie. La fonction de production du modèle est représentée de la façon suivante :

$$Y = f(K, L, G, H) \quad (7)$$

$$Y(t) = AK(t)^\alpha H(t)^\beta (G(t)L(t))^{1-\alpha-\beta} \quad (8)$$

- AG(t) : est les dépenses publiques productives.
- α et β sont les élasticités respectives du capital physique et du capital humain.

Nous pouvons formaliser une expression linéaire simplifiée pour illustrer les relations entre les dépenses publiques, et la croissance économique dans les pays africains surtout ceux de l'UEMOA. L'expression linéaire suivante renferme les idées principales du modèle de Nubukpo (2007) :

$$Y = A + \alpha K + \beta H + \gamma G \quad (9)$$

Avec

- α : Coefficient du capital physique (K), mesurant l'impact de l'investissement en capital physique sur le PIB.
- β : Coefficient du capital humain (H), mesurant l'impact de l'éducation et de la santé sur le PIB.
- γ : Coefficient des dépenses publiques productives efficaces (G), mesurant l'impact des dépenses publiques bien utilisées sur le PIB.

2.2.Modèle empirique : Spécification du modèle

Les démonstrations précédentes suggèrent une formulation empirique générale d'une fonction de croissance qui rassemble plusieurs des spécifications empiriques utilisées dans les études effectuées par Barro (1990), relatives à "l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique". En particulier, s'inspirant des travaux de Kako Nubukpo (2007) sur la croissance du PIB réel dans les pays de l'UEMOA, nous adoptons le modèle keynésien de base dans notre analyse

pour les estimations économétriques. Le ratio des dépenses publiques totales sur la croissance est introduit dans un premier temps dans une équation de croissance pour capter l'impact global des dépenses publiques sur la croissance économique de l'Union. Dans un second temps, la composition des dépenses publiques est prise en compte (ratio des dépenses de consommation publique sur le PIB et ratio des dépenses publiques d'investissement sur le PIB) pour capter la significativité. Sous sa forme générale, l'équation à estimer est de la forme :

$$PIBR = (DPT, DPI, DPC, X, INF) \quad (10)$$

Nous tenterons de vérifier la relation à long terme et à court terme entre le PIB et les variables endogènes. Pour ce faire, les procédures relatives aux tests de dépendance et de stationnarité, sont souvent recommandées. Dans la mesure où ces variables ne sont pas stationnaires et sont cointégrées, les variables ont été estimées selon un mécanisme de correction d'erreur (MCE). Ainsi dans le cadre de notre recherche portant sur les pays de l'UEMOA, pour éviter le problème de multi-colinéarité nous avons deux équations à estimer.

La première équation, avec les dépenses publiques totales, qui prend la forme suivante :

$$(PIBR)_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1(DPT)_{i,t} + \alpha_2(X)_{i,t} + \alpha_3(INF)_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \quad (11)$$

Avec :

- α_0 : la constante.
- $\alpha_1... \alpha_5$: les coefficients mesurant l'impact des différentes variables sur le PIB.
- $\varepsilon_{i,t}$: le terme d'erreur. $\varepsilon_{i,t} \rightarrow N(0, \sigma^2)$

Et la deuxième équation, avec les dépenses publiques totales désagrégées et les variables de contrôle nécessaires, est la suivante :

$$(PIBR)_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1(DPC)_{i,t} + \alpha_2(DPI)_{i,t} + \alpha_3(X)_{i,t} + \alpha_4(INF)_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \quad (12)$$

2.2.1. Description des variables et sources des données

La variable expliquée est l'activité économique, et pour la représenter on utilise le plus souvent le Produit Intérieur Brut (PIB), soit le Produit National Brut (PNB) et dans certains cas, celui du revenu national ou la production industrielle. Dans le cadre de notre recherche, nous considérons le taux de croissance du produit intérieur brut réel par tête (PIBR).

Les variables explicatives sont :

- Le ratio des dépenses totales rapportées au PIB (DPT) qui est introduit dans le modèle pour capter l'influence des dépenses publiques globales sur la croissance économique des pays de la Communauté. Plus il est élevé plus il stimule la demande agrégée, surtout en période de récession ou de faible croissance économique.

- Le ratio des dépenses publiques de consommation rapportées au PIB (DPC) s'identifie par les dépenses de fonctionnement de l'administration générale et des collectivités décentralisées. Elles sont souvent perçues comme des sorties d'argent sans contrepartie financière. C'est pourquoi elles sont qualifiées comme des dépenses improductives.
- Le ratio des dépenses d'investissement rapportées au PIB (DPI) correspond aux investissements publics tels que contenus dans le budget spécial d'investissements et d'équipements. Elles représentent, par exemple, les dépenses relatives aux infrastructures publiques telles que les réseaux routiers, ferroviaires, etc.

Les autres variables qui seront incluses dans le modèle sont :

- Le taux des exportations nettes (X), également connu sous le nom de balance commerciale nette ou solde commercial, représente la différence entre les exportations d'un pays et ses importations. Plus il est élevé, plus l'économie est considérée comme ouverte et expansionniste avec une production accrue, générant des revenus plus élevés et un taux de croissance économique solide.
- Le taux d'inflation (INF) mesure la stabilité macroéconomique. Il est défini par la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation.

Les données des variables qui proviennent essentiellement de deux sources : de la banque mondiale et du FMI.

3. Résultats empiriques et interprétations

3.1. Analyse statistique : Test de stationnarité

Compte tenu de la dépendance transversale observée, nous retenons le test de racine unitaire de seconde génération CIPS de Pesaran (2007), plus adapté que les tests de première génération fondés sur l'hypothèse d'indépendance entre les individus du panel. Ce test permet de tenir compte des chocs communs et des interdépendances entre les unités étudiées. Il permet ainsi de déterminer les propriétés de stationnarité des variables et leurs ordres d'intégration, en distinguant les séries stationnaires en niveau $I(0)$ de celles qui le deviennent après une première différenciation $I(1)$. Les résultats obtenus sont présentés dans le tableau ci-dessous. D'après les résultats obtenus, aucune des variables n'est stationnaire à niveau. Elles sont toutes stationnaires en différence première au degré de significativité est de 5 %.

Tableau 1 : Résultat du Test de stationnarité (Pesaran, 2007)

Variables	A Niveau		Première difference		Résultat
	t-statistic	prob	t-statistic	Prob	
PIBR	3,88	0,99	-9,65	0,00	I(1)
DPT	2,14	0,98	-9,54	0,00	I(1)
DPI	2,87	0,99	-7,98	0,00	I(1)
DPC	-1,99	0,54	-9,41	0,00	I(1)
DPX	-1,15	0,12	-10,33	0,00	I(1)

Source : Auteur à partir des résultats Eviews 10

3.2.Détermination du nombre optimal de retards

La détermination du nombre optimal de retards constitue une étape préalable à l'estimation du modèle. À cet effet, Colletaz et Hurlin (2006) préconisent de retenir la spécification qui minimise les critères de sélection, notamment la somme des carrés des résidus (RSS), le critère d'information d'Akaike (AIC) et le critère d'information bayésien (BIC). Par ailleurs, González et al. (2005) soulignent qu'en pratique, un retard de premier ou de deuxième ordre ($m = 1$ ou $m = 2$) est généralement suffisant pour saisir les variations des paramètres du modèle.

Dans le cadre de cette recherche, cinq critères de sélection ont été mobilisés sous le logiciel EViews 10 : le rapport de vraisemblance (LR), l'erreur finale de prévision (FPE), le critère d'Akaike (AIC), le critère de Schwarz (SC) et celui de Hannan-Quinn (HQ). Les résultats indiquent que les critères AIC et SC atteignent leur valeur minimale pour un retard, conduisant ainsi à retenir un décalage optimal d'ordre $p = 1$. Ce choix permet de privilégier une spécification relativement parcimonieuse, tout en tenant compte de la dynamique temporelle des variables. L'étape suivante consiste à examiner l'existence d'une relation de cointégration entre les séries à l'aide du test de Johansen, afin de déterminer si elles entretiennent une relation d'équilibre de long terme.

Tableau 2 : Nombre optimal de retard

Lag	LogL	LR	FPF	AIC	SC	HQ
0	-3255,686	NA	1348883,	25,46630	25,52169	25,48857
1	-2715,595	1059,084*	22479,23*	21,37184*	21,64880*	21,48323*

Source : Auteur à partir des résultats.

3.3.Test de cointégration

Afin d'examiner l'existence d'une relation d'équilibre de long terme entre les variables du modèle, nous mobilisons l'approche de Johansen. Cette méthode permet d'identifier les relations de

cointégration entre les séries intégrées et de déterminer le nombre de vecteurs de cointégration, indépendamment de leur normalisation. Le choix de la spécification du test dépend notamment de la présence ou de l'absence d'une constante dans le modèle à correction d'erreur, ainsi que de l'introduction éventuelle d'une tendance déterministe dans la relation de cointégration. Cette spécification doit être définie en fonction des caractéristiques des données et de la dynamique temporelle supposée des variables.

Les résultats du test de Johansen révèlent que les probabilités critiques (p-values) sont inférieures au seuil de significativité de 5 %, conduisant ainsi au rejet de l'hypothèse nulle d'absence de cointégration. Ce résultat met en évidence l'existence d'au moins une relation d'équilibre de long terme entre la variable dépendante, le PIB réel (PIBR), et les variables explicatives du modèle. Il suggère que, malgré d'éventuelles divergences de court terme, les variables entretiennent une relation stable à long terme.

Dès lors, l'estimation d'un modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) apparaît appropriée pour approfondir l'analyse. Elle permettra de caractériser la dynamique de court terme, d'identifier les mécanismes d'ajustement vers l'équilibre de long terme et d'apprécier la vitesse à laquelle les déséquilibres sont résorbés à la suite d'un choc.

Tableau 3 : Teste de cointégration de JOHANSEN

Tests	Statistic	Prob.
Modified Phillips-Perron t	-4.380568	0.0006
Phillips-Perron t	-10.00302	0.0000
Augmented Dickey-Fuller t	-4.991980	0.0000

Source : Auteur à partir des résultats.

3.4. Estimation du modèle VECM

Le modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) constitue une approche économétrique permettant d'analyser conjointement les dynamiques de court terme et les relations d'équilibre de long terme entre des variables cointégrées. Dans le cadre de cette étude, la variable dépendante est le taux de croissance du produit intérieur brut réel (PIBR). Le coefficient associé au terme de correction d'erreur traduit la vitesse d'ajustement vers l'équilibre de long terme à la suite d'un déséquilibre temporaire. Son signe et sa significativité permettent ainsi d'apprécier le mécanisme de rappel vers cet équilibre. Enfin, le terme C désigne la constante du modèle, qui représente la composante déterministe de l'équation estimée.

3.5.Relation à court terme

Afin de vérifier la robustesse de la spécification retenue, nous procédons à l'estimation d'un modèle à correction d'erreur (Error Correction Model, ECM), intégrant les variables cointégrées. Cette approche permet d'analyser la dynamique de court terme tout en tenant compte de la relation d'équilibre de long terme mise en évidence par le modèle VECM. La validité du mécanisme de correction d'erreur repose notamment sur le signe négatif et la significativité statistique du coefficient associé au terme de correction d'erreur. Un tel résultat indique que les déséquilibres de court terme sont progressivement résorbés et que les variables tendent à revenir vers leur trajectoire d'équilibre de long terme. Le tableau suivant présente les résultats de l'estimation du modèle ECM et permet d'apprécier les effets de court terme ainsi que la dynamique d'ajustement vers l'équilibre.

Tableau 4 : Résultat de l'estimation de court terme (Error Correction)

Variables	Coef.	Stat.	Prob.
CointEq1*	-0.816669	-6.838040	0.01559
D (DPT (-1))	-0.030997	-0.08012	0.00351
D (DPT (-2))	0.172372	1.13511	0.15185
D (DPI (-1))	-0.096448	-1.79102	0.02385
D (DPI (-2))	0.000567	0.01102	0.05139
D (DPC (-1))	-0.043666	-0.29528	0.00788
D (DPC (-2))	-0.272332	-1.89297	0.14386
D (X (-1))	-0.124236	-1.18769	0.10460
D (X (-2))	0.080830	0.76638	0.10547
D (INF (-1))	-0.409198	-4.04035	0.10128
D (INF (-2))	-0.316146	-2.03112	0.15565
C	24.82991	7.33917	0.00227

Source : Auteur à partir des résultats Eviews 10.

3.6.Relation à Long terme

Tableau 5 : Résultat de l'estimation de long terme

Variables	Coef.	Stat	Prob.
DPT	0.164127	1.35226	0.04934
DPI	0.037567	1.19579	0.03142
DPC	-0.151761	-1.06948	0.04618)
X	0.052602	1.25700	0.04185
INF	-0.409198	-4.04035	0.10128
C	-1.860418		

Source : Auteur à partir des résultats Eviews 10.

4. Interprétation des résultats

Les résultats de l'estimation de la relation de court terme révèlent que le coefficient associé au terme de correction d'erreur (CointEq1) s'établit à $-0,816669$, avec une p-value de $0,01559$. Ce coefficient est négatif et statistiquement significatif au seuil de 5 %, ce qui traduit l'existence d'un mécanisme d'ajustement vers l'équilibre de long terme. Sa valeur absolue, relativement proche de l'unité, témoigne d'une vitesse de correction élevée des déséquilibres. Ainsi, environ 81,67 % de l'écart à l'équilibre de long terme est résorbé au cours d'une période, toutes choses égales par ailleurs. Ce résultat indique un retour relativement rapide vers la trajectoire d'équilibre après un choc affectant les variables du modèle.

À court terme, les résultats mettent en évidence une relation négative entre les dépenses publiques et la croissance économique dans les pays de l'UEMOA. Cette relation suggère que, sur l'horizon considéré, l'accroissement des dépenses publiques peut s'accompagner d'une contraction de la croissance. Une telle évolution pourrait notamment s'expliquer par des rigidités dans l'exécution budgétaire, des délais de mise en œuvre des projets, des inefficiences dans l'allocation des ressources publiques ou encore des contraintes de financement susceptibles de peser sur l'activité économique. Toutefois, ces mécanismes constituent des explications possibles qui nécessiteraient des analyses complémentaires pour être confirmées. La significativité statistique des coefficients associés aux dépenses publiques doit, par ailleurs, être vérifiée individuellement à partir des résultats détaillés de l'estimation.

L'analyse de la relation de long terme fait toutefois apparaître des effets différenciés selon la composition des dépenses publiques. Les dépenses publiques totales et les dépenses d'investissement exercent un effet positif sur la croissance économique, tandis que les dépenses de

consommation produisent un effet négatif. Ces résultats soulignent l'importance de la composition de la dépense publique dans la dynamique de croissance des économies de l'UEMOA. Ils permettent ainsi de valider l'hypothèse H1, sous réserve que celle-ci porte effectivement sur les effets différenciés des catégories de dépenses publiques sur la croissance économique.

Sur le plan économétrique, les coefficients associés aux trois catégories de dépenses publiques sont présentés comme statistiquement significatifs au seuil de 5 %, leurs statistiques de Student étant supérieures à 1,96 en valeur absolue. Cette significativité indique que les effets estimés sont statistiquement différents de zéro au seuil retenu. Elle permet également de soutenir l'hypothèse H2, dès lors que celle-ci postule l'existence d'un effet significatif des dépenses publiques sur la croissance économique. Il convient néanmoins de vérifier les statistiques de Student et les probabilités critiques figurant dans le tableau d'estimation afin de confirmer cette conclusion.

Sur le plan économique, les coefficients estimés permettent de quantifier les effets de long terme des différentes composantes de la dépense publique. Le coefficient associé aux dépenses publiques totales est de 0,164127. Ainsi, une augmentation d'une unité de ces dépenses est associée à une hausse de 0,164127 unité de la variable de croissance, toutes choses égales par ailleurs. Inversement, une diminution des dépenses publiques totales est associée à une baisse de la croissance, selon la relation estimée.

Les dépenses publiques d'investissement présentent également un effet positif et significatif, avec un coefficient de 0,037567. Ce résultat suggère qu'une augmentation d'une unité des dépenses d'investissement est associée à une progression de 0,037567 unité de la croissance économique à long terme. Cet effet peut notamment s'interpréter par la contribution potentielle des investissements publics à l'accumulation du capital, à l'amélioration des infrastructures et au renforcement de la productivité globale de l'économie.

À l'inverse, les dépenses publiques de consommation exercent un effet négatif et significatif sur la croissance, avec un coefficient de $-0,151761$. Une augmentation d'une unité de ces dépenses est ainsi associée à une diminution de 0,151761 unité de la variable de croissance, toutes choses égales par ailleurs. Ce résultat peut traduire une allocation des ressources publiques davantage orientée vers les dépenses courantes que vers les investissements productifs. Il convient toutefois de souligner que l'effet économique dépend de la nature des dépenses de consommation considérées, certaines pouvant contribuer au développement du capital humain et à l'amélioration de la productivité à long terme.

Enfin, les variables de contrôle présentent des effets différenciés. Les exportations nettes exercent un effet positif sur la croissance économique à long terme, ce qui est compatible avec le rôle de la demande extérieure et de la contribution du commerce extérieur à l'activité productive. En revanche, l'inflation est associée à un effet négatif sur la croissance, résultat susceptible de refléter les effets de l'instabilité des prix sur le pouvoir d'achat, les décisions d'investissement et l'environnement macroéconomique.

4.1. Tests de robustesse du modèle

La validité et la robustesse du modèle estimé, ainsi que la fiabilité des résultats obtenus à court et à long terme, doivent être vérifiées au moyen d'un ensemble de tests diagnostiques. À cet effet, nous examinons successivement les principales hypothèses relatives aux propriétés des résidus et à la stabilité du modèle. Ces vérifications portent notamment sur l'absence d'autocorrélation des erreurs, l'homoscédasticité des résidus, leur normalité ainsi que la stabilité des coefficients estimés. Ces différents tests permettent de s'assurer que le modèle satisfait les conditions économétriques requises et que les inférences statistiques tirées des estimations peuvent être considérées comme suffisamment robustes.

4.2. Test d'autocorrélation : Test de Breusch-Godfrey

La présence de l'autocorrélation résiduelle rend caduque les commentaires concernant la validité du modèle et les tests statistiques. Il convient de détecter l'autocorrélation des erreurs par le test de Breusch Godfrey de rang 1 et/ou 2. Si la probabilité associée à la statistique de Fisher (F-statistic) est inférieure à 5%, on conclut qu'il y a autocorrélation des résidus dans le modèle. Le test d'autocorrélation Breusch-Godfrey indique que la probabilité de Fisher est de 0,0785 est supérieure à 5%. Nous acceptons donc l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas d'autocorrélation des résidus.

Tableau 6 : Résultats du test d'autocorrélation des erreurs

Lag	LRE*stat	Prob.	Df
1	1,5446	0,0785	16

Source : Auteur à partir des résultats Eviews 10.

4.3. Test d'hétéroscédasticité : Test de Breusch-Pagan-Godfrey

L'idée générale de ce test est de vérifier si le carré des résidus peut être expliqué par les variables du modèle et aussi de repérer une mauvaise spécification du modèle. Dans notre cas, l'hypothèse d'homoscédasticité est acceptée dans la mesure où la probabilité de commettre une erreur (p) est supérieure à 5%.

Tableau 7 : Résultat du test d'hétéroscédasticité des résidus

Component	t-statistic	Prob.	Df
Chi-sq	1,18452	0,7170	180

Source : Auteur à partir des résultats Eviews 10.

4.4. Test de normalité : Test de Jarque-Bera

L'hypothèse de normalité des termes d'erreurs précise la distribution statistique des estimateurs. C'est donc, grâce à cette hypothèse que l'inférence statistique peut se réaliser. Cette hypothèse peut être testée sur les variables du modèle ou sur les termes d'erreurs du modèle. Le test de normalité indique que la probabilité du test de Jarque-Bera 0,57 est supérieure à 5 %, nous acceptons donc l'hypothèse nulle. Les résidus sont normalement distribués.

Tableau 8 : Résultat du test de Jarque-Bera

Component	t-statistic	Prob.	Df
Jarque-Bera	0,309783	0,5778	8

Source : Auteur à partir des résultats Eviews 10.

4.5. Test de Stabilité

Les tests de stabilité CUSUM (Cumulative Sum) et CUSUM SQUARE (CUSUM2) sont des tests qui vérifie la stabilité des coefficients du modèle au cours du temps. Si la statistique CUSUM ou CUSUM2 (le graphique de la ligne bleue) sort des bandes de confiance (ligne rouge) à 5%, cela indique une instabilité structurelle des paramètres.

D'après le tableau, les résultats du test d'hétéroscédasticité indique que la p-value 0,71 est supérieure à 5%, nous acceptons donc l'hypothèse nulle. Nous pouvons conclure que : les erreurs sont homoscedastiques, les estimations obtenues sont optimales et la variance est stable.

La stabilité des coefficients de notre modèle dans le temps est validée par les tests de CUSUM et CUSUM2 car la courbe ne sort pas du corridor dans ces deux tests. Au vu de l'ensemble des tests effectués, nous pouvons donc confirmer la robustesse de notre modèle VECM estimé.

FIGURE 1&2 : tests de stabilité CUSUM

1. Figure 1 : Test de CUSUM

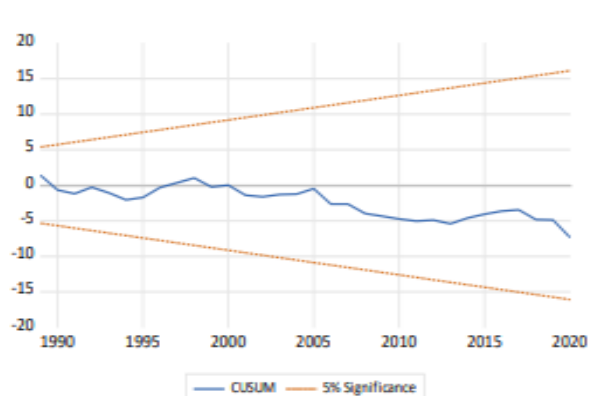
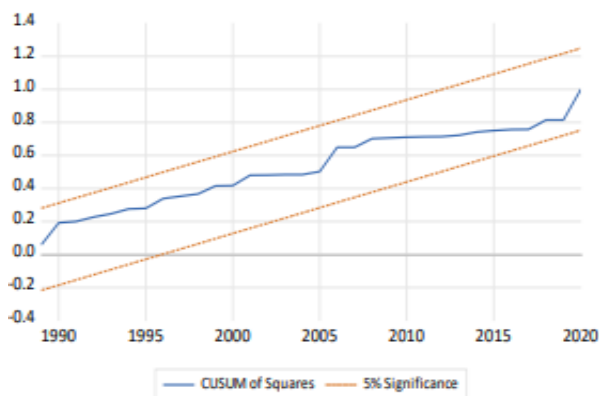


Figure 2 : Test de CUSUM2



Source : Auteur à partir des résultats Eviews 10.

4.1.Implication de politique économique des résultats

Les résultats obtenus des tests économétriques nous amènent à proposer quelques implications de politique économique.

❖ Dépenses publiques totales et croissance économique

Comme nous venons de l'observer, une augmentation des dépenses publiques augmente également la croissance de l'UEMOA à long terme. Cela explique le fait que la rentabilité des dépenses publiques attendue, quelque soient leur nature, ne peut se faire ressentir qu'après un long processus. Ce résultat converge avec la théorie keynésienne qui dit que les dépenses publiques ont un impact positif sur la croissance économique. La théorie keynésienne postule que plus un gouvernement dépense, plus la croissance économique est élevée en raison d'une politique fiscale expansionniste (Romer, 1986).

Cependant, la qualité des dépenses semble aussi être un facteur important et non négligeable de la contribution des dépenses publiques à la croissance économique. Puisque le revenu majeur de la zone UEMOA repose principalement sur l'exportation de ses matières premières, les Etats de la zone devraient donc diversifier leurs sources de revenus en valorisant d'autres secteurs tels que l'agriculture, la manufacture naissante.

Pour ce faire, ces Etats devraient réformer leur politique foncière en faveur des ruraux et consacrer une bonne partie de son budget au financement des investissements publics productifs, bien que les dépenses courantes soient indispensables au fonctionnement des services publics.

❖ Dépenses publiques d'investissement et croissance économique

Une augmentation des investissements augmente également la croissance. Par conséquent, un accroissement des dépenses publiques d'investissement affecte positivement la sensibilité de la

croissance par rapport aux dépenses de consommations. Ce résultat est en accord avec de nombreuses études antérieures dans la zone UEMOA ainsi que dans d'autres pays en développement comme celles faites par Nubukpo (2007) et Coulibaly (2013). Ils démontrent que sur le long terme, investir les fonds publics dans les infrastructures devient contre-productif si cela se fait au détriment des dépenses de consommation.

Cependant, l'orientation des investissements est un facteur important et non négligeable de la contribution des dépenses publiques à la croissance économique. Cela soutient fondamentalement l'idée que les dépenses en éducation et en santé ne conduiraient pas inévitablement à la croissance à court terme.

Si l'Etat veut auto-entretenir la croissance, il doit jouer sur cette variable en encourageant les investissements directs, mais cela nécessite la présence dans le pays, des infrastructures économiques de bases, d'un capital humain qualifié, d'une politique fiscale stable et compétitive, du droit protégeant le respect des droits de propriété et d'une stabilité politique.

❖ **Dépenses publiques de consommation et croissance économique**

Il ressort qu'une augmentation des dépenses publiques de consommations entraîne une diminution significative de la croissance économique de l'UEMOA à long terme. Ce résultat converge avec ceux de Landau (1986) ; Diamond (1989) ; Barro (1991) ; Nubupko (2007).

Ce résultat signifie que les pouvoirs publics devraient créer un environnement économique capable d'endiguer une frange importante de l'informel vers le formel afin d'orienter les dépenses courantes vers les investissements productifs.

Conclusion

Cette recherche vise à analyser l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) sur la période 1990-2025. À cet effet, elle mobilise une approche économétrique en données de panel fondée sur un modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM), permettant d'examiner les dynamiques de court terme ainsi que les relations d'équilibre de long terme entre les dépenses publiques et la croissance économique. Les résultats mettent en évidence des effets différenciés selon l'horizon temporel et la composition des dépenses publiques.

À court terme, les dépenses publiques sont globalement associées négativement à la croissance économique. En revanche, à long terme, les dépenses publiques totales et les dépenses d'investissement exercent un effet positif sur la croissance, tandis que les dépenses de consommation présentent un effet négatif. Ces résultats soulignent l'importance de la composition et de l'efficacité de la dépense publique dans la dynamique de croissance des économies de l'UEMOA.

Par ailleurs, le coefficient de correction d'erreur, négatif et significatif, confirme l'existence d'un mécanisme d'ajustement vers l'équilibre de long terme. La valeur de $-0,816669$ indique qu'environ 81,67 % du déséquilibre observé est corrigé au cours d'une période, traduisant ainsi une vitesse d'ajustement relativement élevée des variables vers leur trajectoire d'équilibre.

Sur le plan économique, ces résultats mettent particulièrement en évidence l'importance de la composition de la dépense publique dans la dynamique de croissance de l'UEMOA. L'effet favorable des dépenses d'investissement suggère que l'orientation des ressources publiques vers des emplois productifs peut soutenir la capacité productive des économies à long terme. À l'inverse, l'effet négatif des dépenses de consommation souligne la nécessité d'examiner leur structure et leur efficacité dans la génération d'effets durables sur l'activité économique.

Enfin, l'effet positif des exportations nettes et l'effet négatif de l'inflation viennent compléter ces résultats en soulignant l'importance de l'environnement macroéconomique dans la dynamique de croissance. Dans l'ensemble, l'analyse montre que l'efficacité de la politique de dépenses publiques dans l'UEMOA dépend moins de leur seul volume que de leur orientation, de leur composition et de leur capacité à générer des effets productifs durables. Ces résultats fournissent ainsi des éléments empiriques permettant d'apprécier le rôle de la politique budgétaire dans le processus de croissance économique de l'Union.

BIBLIOGRAPHIE

- Afonso, A., & Furceri, D. (2010). Government size, composition, volatility and economic growth. *European Journal of Political Economy*, 26(4), 517–532.
- Agell, J., Lindh, T., & Ohlsson, H. (1999). Growth and the public sector: A reply. *European Journal of Political Economy*, 15, 359–366.
- Aghion, P., & Howitt, P. (1992). A model of growth through creative destruction. *Econometrica*, 60(2), 323–351.
- Al Gifari Hasnul. (2016). The effects of government expenditure on economic growth: The case of Malaysia (MPRA Paper No. 71254).
- Ashipala, J., & Haimbodi, N. (2003). The impact of public investment on economic growth in Namibia (Working Paper No. 88). NEPRU.
- Banque mondiale. (2022). World development indicators. <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>
- Barro, R. J. (1981). Output effects of government purchases. *Journal of Political Economy*, 89(6), 1086–1121.
- Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5, Part 2), S103–S125. <https://doi.org/10.1086/261726>
- Barro, R. J. (1991). Economic growth in a cross section of countries. *The Quarterly Journal of Economics*, 106(2), 407–443.
- Barro, R. J., & Sala-i-Martin, X. (1992). Public finance in models of economic growth. *The Review of Economic Studies*, 59(4), 645–661.
- Barro, R. J., & Sala-i-Martin, X. (1997). Technological diffusion and convergence. *Journal of Economic Growth*. [Volume, numéro et pages à compléter.]
- Beal, A. L. (2016). Resources and opportunity for change: Democracy, labor and the welfare effort in Latin America. *The Journal of Social, Political, and Economic Studies*, 41(2), 57–83.
- Banque des États de l’Afrique centrale. (2010). Rapport annuel. [Référence à conserver uniquement si cette source est effectivement utilisée dans le texte.]
- Bernheim, B. D. (1989). [Référence à compléter : titre exact et informations de publication.]
- Blejer, M. I., & Khan, M. S. (1984). Government policy and private investment in developing countries. *IMF Staff Papers*, 31(2), 379–403.
- Bléral, P. A. (1991). Théorie du marché politique et rationalité des politiques publiques. *Revue française de science politique*, 41(2), 235–263.

- Mansouri, B. (2003). Déséquilibres financiers publics, investissement privé et croissance économique au Maroc. [Informations éditoriales à compléter.]
- Buchanan, J. M., & Tullock, G. (1962). The calculus of consent: Logical foundations of constitutional democracy. University of Michigan Press. [Vérifier l'année de l'édition utilisée.]
- Bynoe, D. (1994). Public expenditure and economic growth in selected African countries. Economic Growth Center, Yale University.
- Chimobi, O. P. (2009). Government expenditure and national income: A causality test for Nigeria. *European Journal of Economic and Political Studies*, 2(9), 1–12.
- Coulibaly, M. (2013). Impact des dépenses publiques d'éducation sur la croissance économique en Côte d'Ivoire. *European Scientific Journal*, 9(25).
- Dahl, R. A. (1958). A critique of the ruling-elite model. *American Political Science Review*. [Volume, numéro et pages à compléter.]
- Dar, A., & Amirkhalkhali, S. (2002). Government size, factor accumulation and economic growth: Evidence from OECD countries. *Journal of Policy Modeling*, 24(7–8), 679–692.
- Dessus, S., & Herrera, R. (2000). Public capital and growth: A panel data assessment. *Economic Development and Cultural Change*, 48(2), 407–418.
- Devarajan, S., Swaroop, V., & Zou, H.-F. (1996). The composition of public expenditure and economic growth. *Journal of Monetary Economics*, 37(2), 313–344.
- Dhanasekaran, K. (2001). Government tax revenue, expenditure and causality: The experience of India. *Indian Economic Review*, 36(2), 359–379.
- Dickey, D. A., & Fuller, W. A. (1979). Distribution of the estimators for autoregressive time series with a unit root. *Journal of the American Statistical Association*, 74(366a), 427–431.
- Dumont, J.-C., & Mesplé-Somps, S. (2000). L'impact des infrastructures publiques sur la compétitivité et la croissance : Une analyse en EGC appliquée au Sénégal (Document de travail DT/2000/08). DIAL.
- Easterly, W., Loayza, N., & Montiel, P. (1997). Has Latin America's post-reform growth been disappointing? *Journal of International Economics*, 43(3–4), 287–311.
- Esping-Andersen, G. (1985). Power and distributional regimes. *Politics & Society*.
- Fakhre Alam, Singh, H. P., & Singh, A. (2022). Economic growth in Saudi Arabia through sectoral reallocation of government expenditures. *SAGE Open*, 12(3).
<https://doi.org/10.1177/21582440221127158>

- Fonds monétaire international. (2020). World economic outlook, April 2020: The great lockdown. <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>
- Fonds monétaire international. (2022). World economic outlook database, October 2022. <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/October>
- Fölster, S., & Henrekson, M. (2001). Growth effects of government expenditure and taxation in rich countries. *European Economic Review*, 45(8), 1501–1520.
- Friedman, M. (1957). *A theory of the consumption function*. Princeton University Press.
- Granger, C. W. J., & Teräsvirta, T. (1993). *Modelling nonlinear economic relationships*. Oxford University Press.
- Harrod, R. F. (1948). *Towards a dynamic economics: Some recent developments of economic theory and their application to policy*. Macmillan.
- Herrera, R. (1998a). Dépenses publiques d'éducation et capital humain dans un modèle convexe de croissance endogène. *Revue économique*, 49(3), 831–844.
- Herrera, R. (1998b). Dépenses militaires : Quels effets sur les finances publiques et la croissance économique ? *Revue d'économie politique*, 108(4), 503–530.
- Hicks, J. R. (1937). Mr. Keynes and the “classics”: A suggested interpretation. *Econometrica*, 5(2), 147–159.
- Keynes, J. M. (1936). *The general theory of employment, interest and money*. Macmillan.
- Kneller, R., Bleaney, M. F., & Gemmell, N. (1999). Fiscal policy and growth: Evidence from OECD countries. *Journal of Public Economics*, 74(2), 171–190.
- Ko, H., & Min, K. (2019). Determinants of social expenditures in post-socialist countries. *Economics & Sociology*, 12(2), 253–264.
- Landau, D. (1986). Government expenditure and economic growth in less developed countries: An empirical study for 1960–1980. *Economic Development and Cultural Change*, 35(1), 35–75.
- Lindblom, C. E. (1977). *Politics and markets: The world's political-economic systems*. Basic Books.
- Martínez-López, D. (2005). Fiscal policy and growth: The case of Spanish regions. *Economic Issues*, 10(1), 9–24.
- Morley, B., & Perdiki, N. (2000). Trade liberalisation, government expenditure and economic growth in Egypt. *The Journal of Development Studies*, 36(4), 38–43.
- Muller, P. (1995). Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique. *Revue française de science politique*, 45(1), 155–187.
-

- Musgrave, R. A. (1959). *The theory of public finance: A study in public economy*. McGraw-Hill.
- N'Guessan, B. A. (2007). Structure des dépenses publiques, investissement privé et croissance dans l'UEMOA (Document d'étude et de recherche No. DER/07/04).
- Nubukpo, K. (2007). Dépenses publiques et croissance des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). *Afrique contemporaine*, 222(2), 223–250. <https://doi.org/10.3917/afco.222.0223>
- Ojo, O., & Oshikoya, T. (1995). Determinants of long-term growth: Some African results. *Journal of African Economies*, 4(2), 163–191.
- Ouattara, W. (2007). Dépenses publiques, corruption et croissance économique dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Une analyse de la causalité au sens de Granger. *Revue d'intégration africaine*, 1(1), 139–160.
- Ram, R. (1986). Government size and economic growth: A new framework and some evidence from cross-section and time-series data. *The American Economic Review*, 76(1), 191–203.
- Ramli, M., et al. (2022). Public investment in human capital and economic growth in Algeria. *International Journal of Economics and Financial Issues*, 12(1), 130–142. [En APA 7, la liste complète des auteurs doit être recherchée ; « et al. » ne s'emploie pas dans la bibliographie.]
- Reinikka, R., & Svensson, J. (2004). Local capture: Evidence from a central government transfer program in Uganda. *The Quarterly Journal of Economics*, 119(2), 679–705.
- Romer, P. M. (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002–1037.
- Sahn, D. E., & Younger, S. D. (2002). Expenditure incidence in Africa: Microeconomic evidence. *Fiscal Studies*, 23(3), 329–347. [Volume à vérifier par rapport à la référence initiale.]
- Sargent, T. J. (1972). [Référence à compléter : publication précise citée sur les anticipations rationnelles.]
- Sargent, T. J., & Wallace, N. (1976). [Référence à compléter : titre et revue de l'article cité.]
- Shkodra, J., Krasniqi, A., & Ahmeti, N. (2022). The impact of government expenditure on economic growth in Southeast European countries. *Journal of Management Information & Decision Sciences*, 25(Special Issue), 1–7.
- Siew-Peng, L., & Ng, Y.-L. (2015). Public debt and economic growth in Malaysia. *Asian Economic and Financial Review*, 5(1), 119–126.
- Smith, A. (1776). *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*. [Éditeur de l'édition consultée à préciser.]

- Solow, R. M. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65–94.
- Tanzi, V., & Zee, H. H. (1997). Fiscal policy and long-run growth. *IMF Staff Papers*, 44(2), 179–209.
- Tenou, K. (1999). Les déterminants de la croissance à long terme dans les pays de l’UEMOA (Notes d’information et statistiques, Études et recherches No. 493). BCEAO.
- Thimann, C., & Ferry, J. (1995). [Référence à compléter : titre exact et informations éditoriales.]
- Tilly, C. (2007). *Democracy*. Cambridge University Press.
- Tombola, M. (2012). Public investment and economic growth in the Democratic Republic of the Congo. *African Journal of Economic and Management Studies*, 3(1), 34–51.
- Tsou, T. (1987). Marxism, the Leninist party, the masses, and the citizens in the rebuilding of the Chinese state. In S. R. Schram (Ed.), *Foundations and limits of state power in China*. University of London.
- Ventelou, B. (2002). Corruption in a model of growth: Political reputation, competition and shocks. *Public Choice*, 110(1–2), 23–40.
- Wagner, A. (1835–1917). La loi de l’extension croissante de l’activité publique. [Référence théorique : préciser l’ouvrage ou le texte effectivement consulté.]
- Wilensky, H. L., & Lebeaux, C. N. (1965). *Industrial society and social welfare*. Russell Sage Foundation.
- Yovo, K. (2017a). Public expenditure and economic growth in Togo (AERC Research Paper No. 331). African Economic Research Consortium.
- Yovo, K. (2017b). Public expenditures, private investment and economic growth in Togo. *Theoretical Economics Letters*, 7, 193–209.